

Pierre Mendès France

(1907-1982)

Ce cahier de *Village de Forez* est le quatrième de la collection *Histoire et citoyenneté*.

Cette collection souhaite offrir aux lecteurs de *Village de Forez* des éléments de connaissance et de réflexion sur l'histoire contemporaine. Les conférences et les travaux, faits à Montbrison et dans le Forez, dans le cadre des institutions et des associations locales qui mettent au premier plan de leurs préoccupations le souci de la culture, de la formation des citoyens et de la connaissance de l'histoire contemporaine trouvent leur place dans cette collection. Ils témoignent de l'effort fait, en ce domaine, dans le pays de Forez.

Ce cahier consacré à Pierre Mendès France reprend le texte, revu et augmenté, d'une conférence faite au Centre social de Montbrison (groupe *Vivement Jeudi*, 2007) et à l'Université pour tous (antennes de Montbrison et Rive-de-Gier, 2007 et Boën, 2008). Pour lui laisser la spontanéité de l'oral, nous n'avons pas mis de références dans des notes infrapaginales. Mais nous avons ajouté des illustrations et des photographies, une généalogie de la famille Mendès France, une carte de l'Indochine en 1954, ainsi que deux annexes :

Annexe I : Bibliographie

Annexe II : L'Institut Pierre Mendès France

NB : Mendès France s'écrit sans trait d'union entre les deux noms.

Claude Latta

Pierre Mendès France

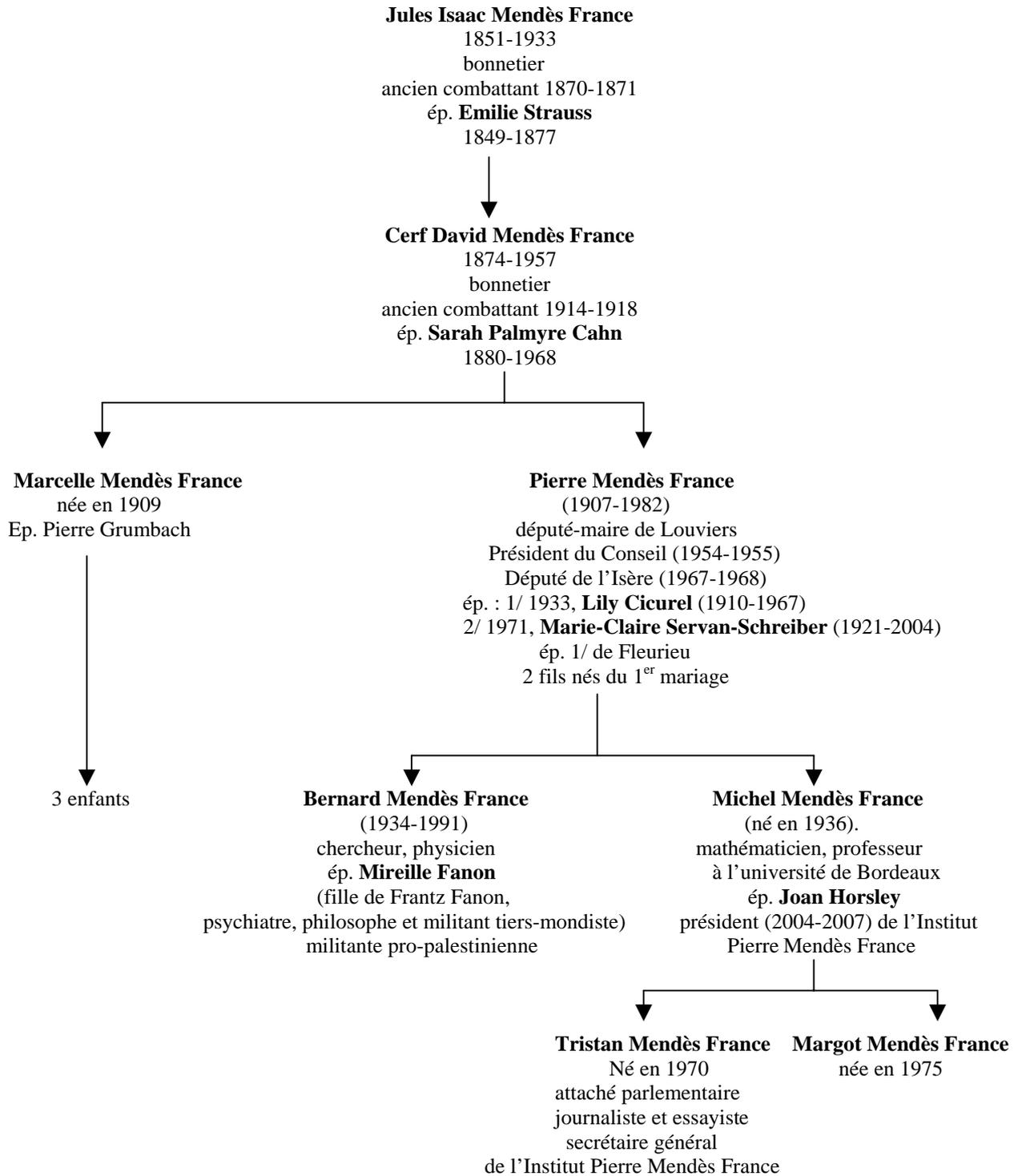
(1907-1982)

Cahiers de Village de Forez

Collection *Histoire et citoyenneté*

2008

Généalogie de la famille Mendès France



Introduction

Le 17 juin 1954

Ce jour-là, chacun sait que ce ne sera pas une demande ordinaire d'investiture, l'un de ces multiples « tours de piste » qui ont lieu avant que n'émerge, souvent de guerre lasse, après de multiples tractations avec les partis, une majorité pour désigner le chef du gouvernement de la France.

La situation est, en effet, dramatique : le 7 mai précédent, en Indochine, le camp retranché de Dien Bien Phu est tombé, après une résistance acharnée, aux mains du Viêt-minh, l'organisation nationaliste vietnamienne dirigée par Hô Chi Minh qui est aussi le chef du parti communiste. Le 9 juin, le gouvernement Laniel qui rassemble indépendants et MRP (Georges Bidault étant ministre des Affaires étrangères) a été renversé. La France n'a plus de représentant mandaté à la conférence de Genève (EU, GB, URSS, Chine, France, Laos, Cambodge, Viêt-nam et Viêt-minh) chargée de trouver justement une solution à la crise indochinoise.

L'homme que le président René Coty a choisi pour former le gouvernement se situe un peu en marge de la vie parlementaire de la IV^e République : son intransigeance, son refus des compromissions et des arrangements d'appareil, son goût de la vérité, fût-elle désagréable, l'ont écarté depuis 1945 des conseils de gouvernement et son retour est un événement. Son discours d'investiture fait sensation :

On parle aussitôt du « pari indochinois » de Pierre Mendès France. Pourquoi une telle hâte à faire la paix et pourquoi cette méthode ?

- Tous les experts militaires consultés par le président du Conseil (en premier lieu le maréchal Juin et le général Salan) ont insisté sur l'urgence de la situation : après le désastre de Dien Bien Phu, c'est tout le corps expéditionnaire français qui est en danger. Hanoï et le delta du Nord sont menacés. Dien Bien Phu a ébranlé toute l'Indochine et même toute l'Union française. Il ne s'agit donc pas pour Pierre Mendès France de se laisser enliser dans une négociation sans fin pendant laquelle la situation militaire s'aggraverait.

- Pierre Mendès France veut aussi frapper l'opinion publique - en état de choc - et l'associer à la paix - une paix qui doit être honorable - en lui expliquant les enjeux et les étapes de celle-ci. Il peut le faire car, dès 1947, il a dénoncé les erreurs de la politique française en Indochine. Patriote, héros de la France Libre, ancien ministre du général de Gaulle, il ne peut être soupçonné de « défaitisme ».

Pierre Mendès France poursuit son discours en offrant un véritable contrat de gouvernement à l'Assemblée. Il se singularise aussi en refusant d'avance toute négociation avec les partis : l'usage s'était en effet établi d'un « marchandage » entre le président désigné et les appareils des partis : soutien contre postes ministériels.

Ce discours provoque un choc dans l'Assemblée. La séance reprend avec les interventions des porte-paroles des partis. Le représentant du Parti communiste François Billoux, annonce que, pour la 1^{re} fois depuis 1947, le PC apportera ses voix au gouvernement puisque celui-ci est décidé à faire la paix. La raison de cette attitude est double :

1/ Le PC a toujours milité pour la paix en Indochine

2/ Depuis la mort de Staline (1953), la ligne du PC s'est assouplie. Il ne s'interdit plus d'apporter son soutien à un « gouvernement bourgeois ». C'est donc l'occasion pour lui de sortir enfin de l'isolement dans lequel la « guerre froide » l'a cantonné.

Mais, pour Pierre Mendès France c'est aussi un « cadeau empoisonné » : s'il est investi avec les voix communistes, il risque d'apparaître comme leur prisonnier. Comment, dans la négociation avec le Viêt-minh, ne pas alors apparaître comme l'allié d'un parti qui a constamment soutenu le Viêt-minh communiste ?

Mendès France se dégage du piège de façon inattendue et, d'ailleurs, peu constitutionnelle : il déclare qu'il refuse les voix communistes et que s'il leur doit son investiture, il démissionnera aussitôt. Ce discours fut reçu par le PC comme un affront. Le PC ne devait jamais le pardonner à Mendès France.



Finalement Pierre Mendès France est investi. La majorité absolue était de 314 voix. Il obtient 419 voix contre 143 (et 47 abstentions). Si on défalque des 419 voix les 95 suffrages communistes ($419 - 95 = 324$), la majorité absolue est atteinte sans les voix communistes.

Ce jour-là le *mendésisme* est né : dans un moment dramatique, un homme d'Etat a su faire passer un souffle nouveau sur les bancs de la représentation nationale, déjouer les pièges tendus, et électriser l'opinion. Dans un mois il aura sorti le pays du borbier indochinois.

I/ Pierre Mendès France, le « premier de la classe » (1907-1939)

Les origines

Pierre Mendès France est le descendant d'une famille de juifs portugais qui, fuyant les persécutions, sont venus s'installer à Bordeaux : Luis Mendès est arrivé en 1683. Les Mendès da França deviennent Mendès France (sans trait d'union). Pierre Mendès France, lui-même passionné de généalogie, a reconstitué toute l'histoire de sa famille depuis le XVII^e siècle. Sous la Révolution, tous les Juifs de France reçoivent la nationalité française (décret d'émancipation pris sur l'initiative de l'abbé Grégoire). Au XIX^e siècle, les Mendès France s'intègrent rapidement, sont républicains et patriotes. Le grand-père, Jules Mendès France, ancien combattant de 1870-1871, s'installe à Paris où il ouvre un commerce de vêtements. Le père Cerf-David Mendès France est dreyfusard, ancien combattant de la guerre de 1914-1918 faite comme lieutenant. Agnostique, il ne renie pourtant pas ses origines : l'antisémitisme virulent de cette époque est là, de toute façon, pour les lui rappeler. Cultivé, il a une belle bibliothèque dans laquelle puise son fils. Au point de vue professionnel, il a créé une fabrique de confection qu'il dirige jusqu'à sa mort à 80 ans.

Une jeunesse studieuse

Pierre Mendès France est né en 1907, il a une sœur, Marcelle, de trois ans sa cadette. Elevé dans une famille unie, il est un élève studieux, presque surdoué, avec une mère intellectuelle qui a de l'ambition pour son fils.

Pierre Mendès France, pur produit de l'école républicaine, réussit le baccalauréat à 16 ans. Il fait simultanément des études de droit, de sciences politiques et d'histoire. Il se passionne surtout pour les questions économiques, ce qui, à l'époque, n'était pas courant. A 19 ans, licencié en droit, il s'inscrit au barreau de Paris où il est le plus jeune avocat de France. Pendant trois ans, il travaille dans le cabinet de Georges Bonnet, futur ministre des Affaires étrangères. Il devient en 1928 docteur en droit - encore le plus jeune de France - avec une thèse sur la politique financière de Poincaré qu'il admire et égratigne à la fois...

L'entrée en politique

L'étudiant studieux ne se désintéresse pourtant pas de ce qui se passe autour de lui. A 17 ans, en 1924, Pierre Mendès France adhère au parti radical qui est alors le grand parti républicain de gauche et du centre gauche, le parti d'Edouard Herriot, adhère à la franc-maçonnerie. Il milite aussi à la Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste (LAURS) - dont il devient président en 1928 - qui entend disputer le terrain, au quartier latin, aux étudiants d'Action française et élaborer un programme politique et social associant les étudiants à la classe ouvrière. Cette Ligue est une pépinière de jeunes talents politiques : Georges Pompidou et Léopold Senghor en font aussi partie mais prennent ensuite une autre voie. A la même époque, Mendès France s'engage aussi dans la franc-maçonnerie - ce qui va souvent de soi au parti radical. Il reste franc-maçon jusqu'à la guerre et, de retour en France en 1945, ne réadhère pas au Grand Orient.

Il mène un peu tout de front, publie un second livre en 1930, *La banque internationale*, qui préconise la création d'un organisme international chargé de réguler les problèmes monétaires. Lorsque son livre paraît, il fait son service militaire à la base de Villacoublay : il étudie la météorologie puis, après plusieurs « périodes », devient sous-lieutenant de l'armée de l'Air.

Député à 25 ans

En 1932, le jeune avocat ouvre un cabinet à Louviers, dans l'Eure (en Normandie) où il se fait rapidement une clientèle. Cette ville d'industrie drapière, réputée conservatrice, l'élit en 1932 député, le plus jeune député de France, naturellement. Il complète son implantation en devenant maire de Louviers (1935) et conseiller général (1937).

En 1933, il épouse Lily Cicurel, artiste peintre dont il a deux fils, Bernard (1934-1991) et Michel (°1936). Il partage sa vie entre sa grande maison de Louviers et Paris où il siège au Palais-Bourbon.

Dans le parti radical, Pierre Mendès France appartient à l'aile gauche, celle des « jeunes turcs » où il côtoie Jean Zay, Pierre Cot et Gaston Monnerville : ils entendent bien rénover et réorienter à gauche le vieux parti radical et secouer la tutelle des « vieilles barbes » (Edouard Herriot, Albert Sarraut). Pierre Mendès France devient rapidement l'un des économistes du groupe et, en 1934, lors de sa 1^{re} grande intervention, il affronte le ministre des Finances, Germain-Martin, qui a été son professeur à la faculté de droit et qui présente la réforme fiscale préparée par le gouvernement Doumergue. Il se fait l'énergique défenseur de l'impôt direct, dénonçant l'injustice des impôts indirects. Il s'attire, ce jour-là, les félicitations de Léon Blum, secrétaire général du parti socialiste SFIO. Nous sommes aux lendemains du 6 février 1934, journée au cours de laquelle les ligues d'extrême droite ont menacé la République ; le Front populaire est né de la réaction de la Gauche. Les « jeunes turcs » radicaux s'emploient, au sein du parti radical, à faire triompher la thèse de Daladier favorable à l'alliance avec les socialistes et les communistes, contre Herriot qui y est hostile.



En mai 1936, le Front populaire (Radicaux, SFIO, PC) remporte la majorité aux élections législatives et Léon Blum devient président du Conseil. A Louviers, la réélection de Pierre Mendès France a été difficile face à un candidat des *Chemises vertes* de Dorgères (extrême droite) employant les arguments de l'antisémitisme : tout au long de sa carrière, Mendès France retrouve ce vieux démon de l'antisémitisme.

Le plus jeune ministre de la III^e République

Pierre Mendès France fut aussi le plus jeune ministre de la III^e République : à vrai dire bien peu de temps. Il est sous-secrétaire d'Etat au Trésor dans le second ministère Blum (mars-avril 1938). Il est le collaborateur direct de Léon Blum qui a aussi le ministère des Finances. Il y devient l'ami de Georges Boris, chef de cabinet de Léon Blum et qui sera ensuite son propre chef de cabinet. Pierre Mendès France n'a guère le temps, on s'en doute, de donner sa mesure. Cependant il fait adopter une réforme qui vise à instaurer plus de justice fiscale. Responsable des douanes, il « couvre » le passage clandestin de matériel d'armement vers l'Espagne républicaine et encourage le développement des industries d'armement. Pierre Mendès France a toujours gardé et dit sa fierté d'avoir été le collaborateur de Léon Blum.

II/ « Liberté, liberté chérie » (1939-1945)

« Liberté, liberté chérie » : cette formule de la *Marseillaise* a été utilisée par Pierre Mendès France comme titre du livre dans lequel il raconte ses souvenirs de la période de la guerre.

Du Liban au Maroc

Septembre 1939 : lieutenant d'aviation, Pierre Mendès France refuse une affectation de principe dans la région parisienne (facilité accordée aux parlementaires) et se porte volontaire pour le Liban - alors sous mandat français - où un corps expéditionnaire a été envoyé, commandé par le général Weygand pour préparer une opération d'encerclement par les Balkans. Il est affecté à Beyrouth.

Se battre : telle est la 1^{re} règle que s'impose Mendès France pour mettre ses actes en accord avec ses positions hostiles à la politique de faiblesse menée avant-guerre vis-à-vis de l'Axe. Il comprend dès le début le caractère idéologique de la guerre, combat contre le nazisme et la barbarie. Au début de 1940, il fait un stage d'instruction pour passer officier aviateur (il était personnel au sol) : il sort premier de sa promotion (toujours le bon élève...). Le voilà prêt pour se battre.

Le 3 mai 1940, il s'envole pour une permission en France. Une semaine plus tard, le 10 mai, Hitler déclenche son offensive à l'Ouest. Mendès France, comme tous les Français, vit les péripéties de la Débâcle. Faute de participer au combat, il est d'abord à Louviers, pris par ses fonctions de maire, organisant l'accueil des réfugiés, en attendant une affectation qu'il a aussitôt demandée pour le front de France. En plein chaos, il est alors envoyé à Bordeaux. Lorsqu'il arrive, il apprend que son escadrille a été transférée au Maroc. A Bordeaux, justement, se joue le sort du pays. Paul Reynaud, mis en minorité par les partisans de l'armistice, a donné sa démission et le président Albert Lebrun a désigné le maréchal Pétain comme président du Conseil. Le Maréchal demande aussitôt l'armistice.

A Bordeaux, il avait été décidé, avant la nomination de Pétain, que le paquebot *Massilia* embarquerait pour le Maroc les parlementaires et une partie du gouvernement pour continuer la lutte. Pierre Mendès France s'embarque alors sur le *Massilia* et espère rejoindre son escadrille au Maroc. Il réussit à faire embarquer aussi sa femme et ses fils réfugiés en Charente. Le 21 juin le *Massilia* appareille ; Mendès France retrouve ses amis Jean Zay, Pierre Viénot, Georges Mandel et plusieurs dizaines de personnalités persuadées que la lutte va se poursuivre en Afrique du Nord. Mais le lendemain l'armistice est signé. Cependant beaucoup espèrent que le général Noguès, résident général de France au Maroc, acceptera de continuer la lutte ; de Gaulle vient de lui adresser un appel pressant. En vain. Le *Massilia* arrive à Casablanca le 24 juin, alors qu'à Vichy - où le gouvernement s'est installé - le gouvernement orchestre une campagne contre « les fuyards du *Massilia* » - qui s'étaient embarqués pour continuer la lutte. A son arrivée, Georges Mandel est arrêté.

La prison et l'évasion

Au Maroc, Mendès France a rejoint son unité à Rabat. Le 26 juillet, un ordre d'arrestation part de Vichy contre « quatre députés en uniforme embarqués sur le *Massilia* » (Jean Zay, Alfred Wiltzer, Pierre Viénot et Pierre Mendès France) accusés d'abandon de poste (de Gaulle, de la même façon est accusé de désertion). Le 22 août, le général d'Astier est relevé de son commandement : il a essayé de défendre Mendès France et a condamné le délire antisémite qui vient de s'emparer de Vichy. Le 31 août Pierre Mendès France est arrêté alors qu'il en a été averti la veille et a refusé de

s'enfuir, ne craignant rien, dit-il, de la justice de son pays. Il est transféré quelques semaines plus tard à Clermont-Ferrand. Il a réussi à convaincre sa femme de rester au Maroc pour ne pas servir d'otage en cas d'évasion. Elle réussira en 1942 à gagner les Etats-Unis avec ses fils.

Le 9 mai 1941, après plusieurs mois de détention, Mendès France comparait devant le tribunal militaire de Clermont-Ferrand sous l'inculpation de désertion et pour ne pas avoir rejoint Beyrouth le 10 mai 1940. En réalité le procès est politique. Pendant l'instruction, Mendès France a appris que, parce que juif, il était démis de ses fonctions de député et de maire de Louviers. Malgré les dépositions de ses chefs qui viennent l'assurer de leur estime, il est condamné à six ans de prison par un « tribunal au garde-à-vous » (J.D. Bredin). Un Juif ne pouvait être qu'un traître et un lâche... Le patriote Pierre Mendès France est profondément blessé par cette condamnation. Il a accueilli sa condamnation en lançant au procureur : « Vous avez bien mérité de ».

Il suffira de cinq semaines à Mendès France pour s'évader : évasion minutieusement préparée de l'hôpital-prison de la Providence où il a été transféré, évasion dans la tradition la plus classique : barreau scié, corde faite de draps, descente en rappel dans la cour, escalade du mur d'enceinte (épisode des amoureux).

Libre, il gagne Grenoble puis la Tronche et met plusieurs mois avant de trouver un moyen de quitter la France. Finalement il parvient à passer la frontière suisse et, de Genève, gagne Lisbonne, par avion puis en voiture à travers l'Espagne, avec de faux papiers au nom d'un réfugié polonais. De Lisbonne, les services secrets britanniques l'embarquent pour Londres.

L'escadrille Lorraine (1942-1943)

Arrivé à Londres, Mendès France prend aussitôt contact avec Georges Boris, rallié à de Gaulle dès juin 1940 et rencontre à plusieurs reprises le général de Gaulle qui voudrait l'intégrer dans la direction de la France Libre. Mais Pierre Mendès France veut se battre. Il est donc affecté au groupe de bombardement Lorraine, unité française intégrée à la RAF. Il sert de mai 1942 à la fin de 1943 dans une escadrille de bombardement chargée de pilonner la Ruhr et participe à des raids sur la France : les *Free French* acceptaient de prendre des risques énormes (bombardements à faible altitude pour ne pas toucher les maisons d'habitation).

Dans *Liberté, liberté chérie*, Pierre Mendès France relate par exemple le bombardement de la centrale électrique de Chevilly-Larue, au nord de Paris.

208⁹ F/L MENDÈS. FRANCE, J.
N°: 30952

| N° | DATE | TAR GET | RAF |
|----|------|---------------------------|-----|
| 12 | 9/5 | Reims - canal de la Marne | 1/2 |
| 13 | 16/5 | Reims - St. Jean - 2000m | 1 |
| 14 | 21/5 | Abbeville - 2000m - 1000m | 1 |
| 15 | 24/5 | Sea - 2000m | 1/2 |
| 16 | 28/5 | Amiens - 2000m | 1 |
| 17 | 2/6 | Amiens - 2000m | 1 |
| 18 | 9/6 | Amiens - 2000m | 1/2 |
| 19 | 16/6 | Amiens - 2000m | 1 |
| 20 | 23/6 | Amiens - 2000m | 1 |
| 21 | 30/6 | Amiens - 2000m | 1 |
| 22 | 7/7 | Amiens - 2000m | 1 |
| 23 | 14/7 | Amiens - 2000m | 1 |
| 24 | 21/7 | Amiens - 2000m | 1 |

Fiche de missions de l'aviateur
Pierre Mendès France

Pour le capitaine Mendès France, il s'agissait non seulement de se battre contre l'Occupant, mais aussi de monter l'inanité des accusations de lâcheté et de désertion portées contre lui.

Le ministre de la Rigueur (1944-1946)

A la fin de 1943, le général de Gaulle, devenu à Alger le seul président du CFLN, reconnu aussi depuis juin 1943 comme le chef de la Résistance intérieure (CNR), fait appel à Mendès France pour occuper le poste de ministre des Finances. Pierre Mendès France accepte et part pour Alger, non sans avoir rempli la dernière mission de bombardement qui était prévue. Il retrouve au CFLN (Comité Français de Libération Nationale), comme ministres ou hauts fonctionnaires, plusieurs de ses vieux amis : André Philip, Pierre Cot, Edgar Faure, Louis Joxe, Emmanuel d'Astier de la Vigerie (frère du général). Mendès France remet en ordre les finances de la France Libre et surtout prépare, avec rigueur et précision, un plan d'action pour la reconstruction de la France.

Lorsque la France est libérée et que le gouvernement provisoire s'installe à Paris, Mendès France devient ministre de l'Economie et René Pleven ministre des Finances. Un conflit, devenu célèbre et évoqué aujourd'hui dans tous les manuels d'histoire économique, oppose les deux hommes : Mendès France se fait l'avocat d'un plan de rigueur, à la fois cohérent et chirurgical : compression de toutes les dépenses publiques, confiscation des profits illicites (le « marché noir »), ponction sur les fortunes à l'occasion d'un échange des billets, blocage des prix et des salaires. Pleven est hostile à ce traitement de choc et préfère agir par des moyens plus classiques, l'emprunt et le jeu de l'inflation.

De Gaulle qui estime fort les deux hommes est prié d'arbitrer. Il le fait en faveur de Pleven : la méthode « douce » lui paraît préférable pour éviter de « dangereuses convulsions » dans un pays qui sort de la guerre et ne comprendrait pas pourquoi la rigueur serait encore à l'ordre du jour. Mendès France démissionne. De Gaulle écrit dans ses Mémoires : « Mendès France quitte le gouvernement sur sa demande, au mois d'avril [1945]. Il le fait avec dignité. Aussi gardai-je mon estime à ce collaborateur d'une exceptionnelle valeur. » Aujourd'hui, la plupart des historiens de l'économie estiment que la voie dans laquelle on s'est engagé - l'acceptation de l'inflation - a conduit à l'un des échecs majeurs de la IV^e République (le cumul de l'inflation et du déficit budgétaire).

III/ Le métier de Cassandre (1945-1954)

Trois carrières parallèles

Homme politique : Après sa démission, Pierre Mendès France renoue les fils de sa carrière politique, se réinstalle à Louviers - sa femme et ses enfants sont rentrés en France. Il est rentré triomphalement dans sa mairie en septembre 1944 : il a beaucoup à faire, la ville a été bombardée et le quartier ancien est détruit. Il reconstruit la ville et favorise l'installation de nouvelles industries pour briser le monopole, malsain, de l'économie drapière. Il redevient conseiller général et député en 1945. Ses mandats sont reconduits sans interruption jusqu'en 1958.

Fonctionnaire international : Mendès France occupe d'importantes fonctions internationales. Comme il a participé à la conférence de Bretton Woods (1944) qui a réorganisé le système monétaire international, il devient ensuite délégué permanent de la France au Conseil économique et social de l'ONU et l'un des gouverneurs du Fonds monétaire international.

Avocat et professeur : Mendès France a repris une carrière d'avocat international. En outre, pendant deux années (1947-1948), il donne à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) un cours sur les problèmes financiers de la planification et de la reconstruction (parmi ses élèves se trouve Valéry Giscard d'Estaing).

Ses multiples activités et son ascendant personnel expliquent que Pierre Mendès France a à cette époque rassemblé autour de lui une véritable équipe, riche de talents et compétences (une sorte de *Brain trust*, comme Roosevelt en 1932) : Georges Boris, Simon Nora, Michel Jobert, Jean-Jacques Servan-Schreiber qui fonde *l'Express* en 1953.

Mendès France et la dénonciation des erreurs de la IV^e République

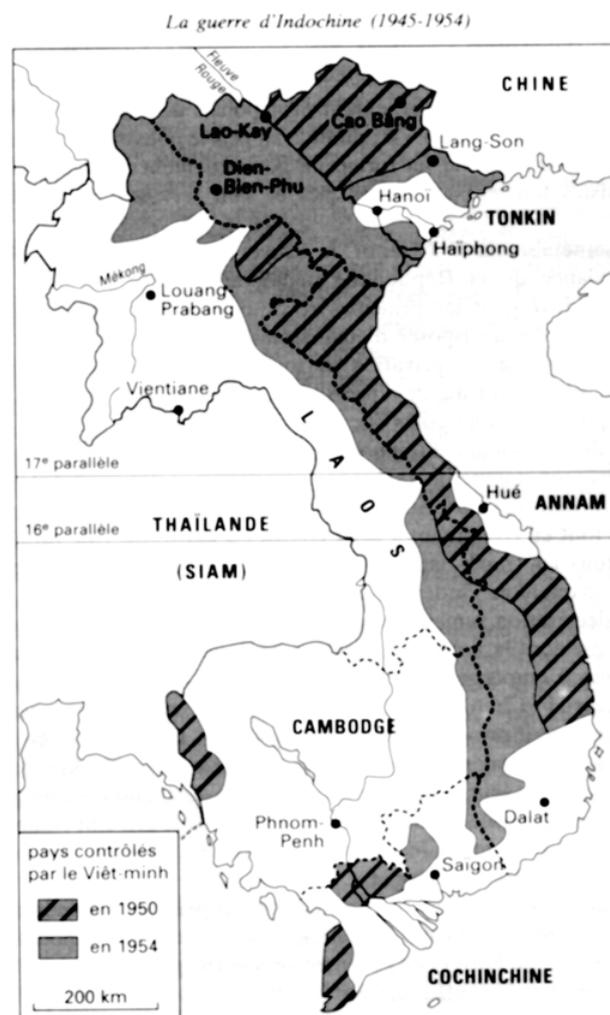
Le métier de Cassandre : dans la mythologie grecque, Cassandre est cette victime d'Apollon dont les prophéties ne rencontrent que l'incrédulité et qui pourtant se vérifient.

Pendant toute cette période 1945-1954, Mendès France intervient rarement à l'Assemblée, mais ses interventions sont toujours un événement. Il dénonce la médiocrité d'un pouvoir faible et instable, l'inflation galopante, la dépendance de notre politique étrangère vis-à-vis des Etats-Unis et surtout l'absence de perspective de notre politique coloniale, la guerre d'Indochine qui démoralise une armée engagée dans des combats sans issue, l'usage de la torture, les trafics de toutes sortes qui accompagnent le conflit (le trafic des « piastres »), les milliards engloutis en Indochine qui ruinent l'économie française. Aux yeux de ses ennemis, il apparaît souvent comme un mécontent un peu aigri qui se plaît à prédire les désastres...

En juin 1953, à la suite d'une crise ministérielle, le président de la République Vincent Auriol, qui ne l'aime guère, le désigne comme président du Conseil : manœuvre classique destinée « à lever l'hypothèque Mendès France ». Il s'agissait de montrer qu'il n'avait pas de majorité et à l'envoyer à l'échec pour l'inciter à plus de modestie. Mais dans sa déclaration d'investiture, Mendès France fit passer un souffle nouveau dont l'Assemblée n'avait plus l'habitude. Ce jour-là, même s'il est arithmétiquement battu (Il obtient 301 voix alors que la majorité est de 314), il remporte un succès personnel qui annonce son investiture de 1954.

D'autant que, malheureusement, le gouvernement Laniel montre son incompetence et son indécision : dans une Afrique du Nord travaillée par les mouvements indépendantistes, le terrorisme a repris en Tunisie et le leader nationaliste Habib Bourguiba est assigné à résidence ; au Maroc le gouvernement a laissé l'armée (le général Guillaume) déposer le sultan Mohammed Ben Youssef ; en Indochine la situation s'enlise de plus en plus jusqu'à l'épisode tragique de Dien Bien Phu ; l'élection du président René Coty, au bout de 13 tours de scrutin, fait de nous la risée de nos alliés qui, d'autre part, nous houspillent pour obtenir la ratification du traité de la CED (Communauté Européenne de Défense) que nous avons voulu et étions incapables de ratifier, faute de majorité.

Peu avant Dien Bien Phu, une négociation s'est engagée à Genève : comment pourrait-elle aboutir alors que le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Laniel, Georges Bidault ne cherche qu'à gagner du temps et espère une intervention américaine en Indochine et que Dien Bien Phu agonise sous les assauts des soldats et de l'artillerie du Viêt-minh ? Dien Bien Phu tombe et un mois après le gouvernement Laniel est renversé. Le 17 juin dans les circonstances que nous avons relatées, Pierre Mendès France est investi par l'Assemblée nationale. Le lendemain, 18 juin, il adresse un télégramme au général de Gaulle pour lui dire qu'il s'inspirera de son exemple pour ne penser qu'à l'intérêt national.



La guerre d'Indochine

IV/ Sept mois et dix-sept jours

au gouvernement

La formation du gouvernement

Mendès France forme rapidement son gouvernement, sans négociation avec les partis, avec des hommes de tous les horizons choisis en fonction de leurs capacités. Mendès France lui-même prend, outre la présidence du Conseil, a pris le ministre des Affaires étrangères, ce qui lui permettra de négocier directement. Les principaux ministres sont Edgar Faure aux Finances, François Mitterrand à l'Intérieur, trois gaullistes : Chaban-Delmas, Christian Fouchet, le général Koenig (Défense nationale), Robert Buron (MRP), André Bettencourt (Indépendant-paysan). Au total, une formation hétérogène dans laquelle ne sont représentés, en tant que tels, aucun des grands partis mais qui, par son ouverture, fait figure d'union nationale. Auprès de Mendès France se trouve aussi son cabinet aux allures de *Brain Trust*.

La paix indochinoise

A peine son gouvernement installé, Pierre Mendès France part à Genève, assisté de deux grands diplomates, Alexandre Parodi et Jean Chauvel. Outre la France, sont à Genève Molotov (URSS), Chou En-lai (Chine), Pham Van Dong (Viêt-minh) ; Anthony Eden (GB), John Foster Dulles (EU), Ngo Dinh Diem (Viêt-nam) et les représentants du Cambodge et du Laos.

La stratégie française change : Bidault ne voulait pas de contacts avec le Viêt-minh et la Chine et pensait que tout allait se régler par l'intermédiaire de l'URSS. Mendès France affirme sa volonté d'avoir des contacts bilatéraux. Dès le 23 juin, Mendès France enclenche le processus de la négociation par une rencontre avec Chou En-lai : la Chine et le Viêt-minh déclarent ne pas contester l'indépendance du Laos et du Cambodge. On évoque un partage du Viêt-nam. Chou En-lai souhaite une rencontre Pham Van Dong - Mendès France qui en admet le principe.

Le 24 juin Mendès France réunit ses principaux collaborateurs ainsi que le général Ely, de retour de Saïgon. Les objectifs et les moyens de la négociation sont définis :

- Un objectif : le partage du Viêt-nam qui pourrait se faire le long du 18^e parallèle, avec regroupement des combattants.
- Une procédure : le dialogue à Genève avec le Viêt-minh et avec l'URSS et la Chine, d'abord par des contacts bilatéraux.
- Un moyen de pression : l'annonce de l'envoi éventuel du contingent en Indochine, en cas d'échec de la négociation. Les préparatifs commencent aussitôt. Il s'agit à la fois de redonner toute sa puissance au corps expéditionnaire et d'impliquer toute la nation dans cette négociation.
- Une volonté d'information de l'opinion qui est constamment tenue au courant de la négociation par les « causeries au coin du feu » (qui se poursuivent ensuite).

Commence alors une négociation dure et compliquée dans les détails de laquelle il est impossible d'entrer et qui laisse les négociateurs épuisés. Le principal point de la négociation est la fixation de la ligne de partage entre les deux Viêt-nam : Pham Van Dong réclame au début qu'il soit fixé au

13° parallèle, la France parle du 18° parallèle (600 km de distance). Un long « marchandage » commence au cours duquel la négociation semble proche de se rompre.

Mendès France rencontre plusieurs fois Molotov et Chou En-lai qui ont joué un rôle « modérateur » vis-à-vis du Viêt-nam : ils peuvent jouer ce rôle car le Viêt-minh dépend militairement et économiquement de ces deux superpuissances. Pourquoi cette attitude ? Molotov applique la politique de détente inaugurée par Malenkov depuis la mort de Staline. Chou En-lai par son action fait reconnaître le rôle international de la Chine alors absente de l'ONU. Un entretien décisif a lieu avec Chou En-lai le 12 et 13 juillet (épisode des « petits suisses »). Au cours de la réunion générale du 20 juillet, Molotov arbitre pour le 17° parallèle, ce qui est accepté par tous.

Dans la nuit du 20 au 21 juillet 1954, les accords de Genève sont signés et prévoient :

- Le partage du Viêt-nam le long du 17° parallèle
- La réunification du Viêt-nam dans un délai de 2 ans par des élections libres
- L'indépendance du Laos et du Cambodge
- L'évacuation des troupes françaises dans un délai de 10 mois.

Pierre Mendès France a tenu son « pari ». Les partis, la presse, l'opinion, le maréchal Juin, le président Coty, sont unanimes à l'approuver et à le féliciter. L'Assemblée approuve les accords de Genève par 569 voix contre 6. Mendès France dispose d'un prestige sans précédent. Pierre Mendès France veut régler d'abord les problèmes urgents afin de pouvoir se consacrer ensuite aux problèmes économiques et sociaux.

Le règlement du problème tunisien

Dès le 31 juillet 1954, Mendès France quitte Paris en grand secret pour Tunis, accompagné du maréchal Juin (qui lui apporte la caution de l'armée et des Français d'Afrique du Nord) et de Christian Fouchet, ministre des Affaires marocaines et tunisiennes, un gaulliste « historique ». Mendès France se rend au Palais de Carthage où réside le bey et lit au souverain une déclaration (le « discours de Carthage ») garantissant « l'autonomie interne » de la Tunisie. Mendès France s'est assuré de l'accord de Bourguiba que le député socialiste Alain Savary a rencontré quelques jours plus tôt. L'opinion approuve le « coup de Carthage » et l'Assemblée ratifie les accords sur l'autonomie interne de la Tunisie par 397 voix contre 114. Les Fellaghas qui tenaient le maquis acceptent de rendre leurs armes. La négociation est enclenchée qui aboutira à l'indépendance en 1956. Cette politique de décolonisation « par étapes » nous a évité une « guerre de Tunisie ».

Mendès France, cependant, n'a pas le temps d'aborder le règlement de la question marocaine qui paraît d'ailleurs moins urgente.

Le rejet de la CED

La Communauté Européenne de Défense, imaginée par Jean Monnet et Robert Schuman, prévoyait la création d'une armée européenne intégrée soumise à l'autorité d'une autorité supranationale. C'était un moyen de « noyer » le réarmement allemand dans un ensemble européen : il y aurait eu des bataillons allemands dans une armée européenne. Ce réarmement semblait nécessaire dans le cadre de la « guerre froide ». C'était aussi un moyen de construire une Europe supranationale.

Le traité de la CED avait été signé par la France et les 5 autres pays de la CECA. Mais seule la France ne l'avait pas ratifié : sa discussion avait provoqué une véritable « guerre de religion ». La CED divisait en effet tous les groupes (sauf le MRP) et se heurtait à l'opposition passionnée des

gaullistes (au nom de l'indépendance nationale) et des communistes, solidaires de l'URSS contre laquelle elle semblait dirigée. Mais des personnalités aussi variées que le maréchal Juin, le comte de Paris ou le président de la République Vincent Auriol y étaient hostiles. Les membres du gouvernement eux-mêmes étaient divisés.

Comme la majorité élue en 1952 était beaucoup moins favorable à la CED, le gouvernement Laniel n'avait pas osé soumettre la CED à ratification, ce qui provoquait le mécontentement de nos alliés. La mort de Staline et la première « détente » qui avait suivi semblaient rendre la CED moins nécessaire.

Mendès France - qui n'était pas lui-même très favorable à la CED - essaya d'abord de négocier avec nos alliés (conférence de Bruxelles : « mon plus mauvais souvenir », PMF) une modification du traité dans le sens d'une réduction des pouvoirs de la CED et d'un étalement de son application. En vain. Les pressions américaines étaient fortes et Dulles agitait la menace d'un accord séparé entre les Etats-Unis et l'Allemagne. Churchill ne voulait pas intervenir.

Excédé, Mendès France décida qu'il fallait trancher et soumettre le traité à la ratification de l'Assemblée - sans poser la « question de confiance », c'est-à-dire sans mettre en jeu l'existence du gouvernement. Le 30 août 1954, le vote, par 319 voix contre 264, d'une « question préalable » déposée par les adversaires du traité, provoque le rejet sans débat de la CED. Véritable coup de tonnerre - comparable à ce que sera la victoire du Non au référendum européen de 2005.

- Les Etats-Unis annoncent qu'ils sont prêts à soutenir les autres pays européens pour former la CED sans la France.

- Mendès France s'attire la haine des deux grands partis européens, le MRP (Georges Bidault, Maurice Schumann) et la SFIO (Guy Mollet).

Un compromis laborieux fut cependant trouvé, grâce à Winston Churchill et Anthony Eden, ministre anglais des Affaires étrangères. En septembre-octobre 1954 sont négociés, signés et ratifiés les accords de Londres et de Paris, établis sur les bases suivantes :

- Adhésion de l'Allemagne fédérale à l'OTAN et, donc, réarmement de l'Allemagne mais dans un cadre européen
- Renonciation de l'Allemagne à l'arme atomique
- Engagement de la GB de maintenir des troupes en Europe.

La politique économique

Pierre Mendès France, spécialiste de l'économie fut, on l'a vu, surtout confronté à des problèmes de politique étrangère. Pour aller vite en matière économique, il demanda les pouvoirs spéciaux. Quelles furent les mesures prises ?

- La mise en train d'une réforme fiscale
- Des mesures de reconversion dans l'industrie,
- Une orientation du crédit vers l'investissement public,
- Un plan de construction et de travaux publics.
- Le développement de la recherche, en particulier, le développement d'une politique nucléaire

L'aspect le plus spectaculaire - mais non le plus important - de l'action de Mendès France fut sa politique antialcoolique, menée pour des raisons à la fois économiques et morales :

- Les 2/3 de la production de betteraves sont transférées des distilleries vers les sucreries.

- Le privilège des « bouilleurs de cru » est limité.
- Le gouvernement encourage la consommation de lait. Le lait est distribué gratuitement dans les écoles. Toute une génération en garde le souvenir.

Bilan modeste pour quelqu'un qui voulait transformer l'économie ? Là encore Pierre Mendès France a manqué de temps. Mais son bilan est bon : en 1954, le coût de la vie n'augmente que de 1,3 %, les salaires de 7,5 %. Il n'y a que 50 000 chômeurs.

La chute

A l'automne 1954, les difficultés s'accumulent :

Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1954, des explosions et des actes de terrorisme marquent en Algérie le début de la guerre : la *Toussaint rouge*. Des renforts de CRS sont aussitôt envoyés. Le 3 novembre, Mendès France déclare au Palais-Bourbon : « L'Algérie, c'est la France [...] On ne transige pas quand il s'agit de la paix intérieure de la nation, de l'unité et de l'intégrité de la République. » Phrase qui lui sera souvent reprochée mais que l'on ne s'étonne pas d'entendre à l'époque. L'Algérie n'est-elle pas formée de départements français ? Mendès France prend cependant conscience très vite des problèmes. Quelques jours plus tard, il déclare : « Nous devons nous attaquer aux racines profondes des problèmes » et annonce la mise en chantier d'un programme de réformes : égalisation des salaires, droit de vote aux femmes algériennes, réforme du droit communal. Les députés d'Algérie commencent à dénoncer la politique algérienne de Mendès France. Jacques Soustelle qui passe pour un libéral est nommé gouverneur général en Algérie (janvier 1955) où il est d'ailleurs très mal accueilli.

« L'affaire des fuites » éclate au même moment et a pour but de discréditer le ministre de l'Intérieur François Mitterrand. Un policier, le commissaire Dides, spécialisé dans la surveillance du PC, apporte à Christian Fouchet, ministre du gouvernement, des documents qui prouvent que les comptes rendus des comités secrets de la Défense nationale sont aussitôt connus du bureau politique du PC et accuse Mitterrand de trahison. En fait, l'enquête montre que les fuites avaient commencé sous le gouvernement Laniel et qu'elles étaient l'œuvre d'un policier « marron », Baranès, qui profitait des négligences d'un haut fonctionnaire du secrétariat de la Défense. Mais le mal est fait et l'affaire des fuites est l'occasion d'un déferlement de calomnies.

Une coalition hétéroclite rassemble contre Mendès France : les « européens » qui ne lui pardonnent pas l'échec de la CED ; tous ceux qui sont hostiles à la décolonisation et particulièrement les partisans de l'Algérie française hostiles à toute réforme : le « lobby » de l'alcool, très puissant à l'Assemblée (les députés des départements viticoles). Ajoutons à cela l'irritation de la « classe politique » devant un homme trop populaire et qui passe par-dessus la tête du Parlement en s'adressant directement aux Français tous les samedis à la radio (les « causeries au coin du feu ») et la haine antisémite qui réapparaît à visage découvert.

La confiance est refusée au gouvernement sur sa politique de réformes en Algérie le 5 février 1955 par 319 voix contre 273. Après la proclamation du scrutin, contrairement à l'usage, Pierre Mendès France monte à nouveau à la tribune, au milieu d'un brouhaha indescriptible pour défendre encore sa politique et dire : « Ce qui a été fait au cours de ces sept mois et dix-sept jours restera. Comment la nation oublierait-elle les espoirs qui ont été ranimés ? »

V/ L'échec et l'insulte (1955-1958)

1/ La rénovation éphémère du parti radical

Après la chute de son gouvernement, Mendès France essaie de rassembler autour de lui ceux qui lui ont apporté leur concours ou leur soutien. Il intervient souvent en public, s'adresse en particulier à la jeunesse. Il tente de rénover le vieux parti radical auquel il appartient, en prend la direction en mai-juin 1955 avec l'aide de ceux que l'on appelle désormais les *mendésistes* : Charles Hernu, Claude Nicolet et l'équipe de *L'Express*. Le parti radical passe en six mois de 30 000 à 80 000 adhérents. Mais l'aile droite du parti (René Mayer) fait sécession. Il faudrait du temps aux jeunes radicaux pour s'implanter localement et la dissolution de l'Assemblée, sur l'initiative d'Edgar Faure (fin 1955), précipite les événements. La rénovation du parti radical sombre avec l'échec du Front Républicain.

2/ Le Front Républicain

En vue des élections provoquées par la dissolution, se forme le Front Républicain, coalition formée de quatre partis : la SFIO de Guy Mollet, le parti radical de Mendès France, les républicains sociaux (gaullistes) de Chaban-Delmas et l'UDSR (centre gauche) de François Mitterrand. La campagne électorale du Front Républicain est dominée par la promesse de faire la paix en Algérie. Pierre Mendès France déclare que, s'il devient chef du gouvernement, il s'installera d'abord à Alger pour « maîtriser les oppositions » et régler le problème algérien.

Les élections ont lieu le 2 janvier 1956. Le Front Républicain obtient 31 % des voix et 185 sièges. La droite est la grande vaincue. Mais comment gouverner avec la présence de 151 députés communistes et, à l'extrême droite de 52 *poujadistes* qui ont bénéficié du mécontentement des petits commerçants ? le succès est donc partiel.

Dans l'opinion, Mendès France personnifiait le Front Républicain. Mais Guy Mollet, le secrétaire général de la SFIO - le parti qui a le plus d'élus - est candidat au poste de président du Conseil. Le président René Coty s'incline et désigne Guy Mollet comme chef du gouvernement. Comme le MRP a mis son veto à la désignation de Mendès France comme ministre des Affaires étrangères, ce dernier n'est que ministre d'Etat sans portefeuille. La suite est désolante : élu pour faire la paix, Guy Mollet a fait la guerre et cédé aux pressions des partisans de l'Algérie française et de l'armée. Le contingent a été massivement envoyé en Algérie, le service militaire prolongé à 24 puis 27 mois. Les pouvoirs spéciaux ont permis de supprimer les libertés en Algérie et la pratique de la torture couverte par le gouvernement.

Mendès France confiné dans son ministère fantôme a d'abord multiplié les mises en garde à Guy Mollet puis, en mai 1956, démissionné. Dans sa lettre de démission, il prône le dialogue en Algérie « sans lequel notre éviction est inévitable »

3/ Le retour à l'opposition

Mendès France retourne dans l'opposition, constatant avec amertume l'échec des ambitions du Front Républicain qui, élu pour faire la paix, envoya le contingent en Algérie, couvrit la politique de torture et, à terme, aggrava la décomposition du régime de la IV^e République.

Tout éloigne désormais Mendès France de Guy Mollet :

A l'automne 1956, Mendès France condamne l'expédition de Suez qui met le monde au bord de la guerre. Il est l'un des seuls à ne pas se laisser entraîner dans la vague de chauvinisme qui emporte l'opinion.

A l'Assemblée, on l'insulte et on le menace. « A mort ! » lance l'un de ses opposants. Il est « l'Anti-France », un « bradeur d'Empire », un « défaitiste, le « juif Mendès », le « lieu géométrique de toutes nos décadences ». Le jeune député Jean-Marie Le Pen (poujadiste) lui lance : « Vous n'ignorez pas que vous cristallisez sur votre personnage un certain nombre de répulsions patriotiques et presque physiques. » Et Pierre Poujade : « Si vous aviez une goutte de sang gaulois dans les veines, vous n'auriez jamais osé, vous, représentant de notre France producteur mondial de vin et de champagne, vous faire servir un verre de lait dans une conférence internationale ! » Avant lui, Jean Jaurès et Léon Blum avaient été victimes de la même haine aveugle.

Devant cette montée de la haine, Mendès France resta impassible, soutenu par quelques amis et par Marie-Claire de Fleurieu qui militait à ses côtés avec ardeur et qui devint à cette époque sa compagne (Pierre Mendès France ne divorça pas ; après la mort de sa femme il épousa Marie Claire de Fleurieu). Il créa en 1956 la revue *Les Cahiers de la République*, fondée avec Georges Boris et Gabriel Ardant et qui eut de prestigieux collaborateurs : les historiens Charles-André Julien et Henri-Irénée Marrou, le démographe Alfred Sauvy, Jean-Marie Domenach, directeur d'*Esprit*. Ce fut un véritable laboratoire d'idées. Il continuait par ailleurs à pourfendre la politique algérienne des gouvernements qui se succédaient et enfonçaient la France dans la guerre : Guy Mollet, Maurice Bourgès-Maunoury, Félix Gaillard.

VI/ L'opposant à la V^e République

L'opposition au coup de force (1958)

Pierre Mendès France n'a pas, en 1958, d'opposition personnelle au général de Gaulle. Au contraire : il a combattu en 1942-1943 sous la croix de Lorraine ; il a été son ministre en 1944-1945. Il lui a télégraphié lorsqu'il a été investi par l'Assemblée nationale en 1954.

Mais de Gaulle revient au pouvoir en mai-juin 1958 appelé par la double insurrection, le 13 mai, de l'armée et des Français d'Algérie. Même si de Gaulle est investi par l'Assemblée, il s'est fait, estime Mendès France, le complice du coup de force. Au Palais-Bourbon, Mendès France se dresse contre son ancien chef, tout en souhaitant que les « factieux » qui « se flattent d'avoir porté le général de Gaulle au pouvoir » soient « déçus ». « Je veux l'espérer pour la France et pour la gloire du général de Gaulle lui-même. » C'est, on le sent, un refus déchiré. De Gaulle est investi, avec les pleins pouvoirs, par très large majorité.

Pour Mendès France, la V^e République est frappée par le péché originel du 13 mai 1958. Il vote *Non* au référendum de septembre 1958 qui établit la nouvelle constitution. (80 % de Oui) qu'il juge dangereuse pour les libertés (Un président tout-puissant, l'article 16).

Très isolé (La SFIO avec Guy Mollet participe au gouvernement d'Union nationale ; Mendès France en assume toutes les conséquences : battu aux législatives de novembre 1958, désavoué par ses électeurs, il se démet aussitôt de son mandat de président du conseil général de l'Eure et démissionne de la mairie de Louviers. Le gouvernement, de son côté, lui retire ses missions dans les organismes financiers internationaux.

La traversée du désert 1958-1967

Pierre Mendès France connaît lui aussi sa « traversée du désert ». Il n'a plus aucun mandat, il ne parvient pas à reconquérir dans l'Eure son mandat de député en 1962. Il est interdit de télévision pendant 7 ans. Il n'est même plus Cassandre puisque ses prédictions ne se sont pas réalisées : de Gaulle a réussi à faire la paix en Algérie. Le régime a survécu.

Politiquement, Mendès France évolue vers le socialisme, se rapproche du PSA (Parti socialiste autonome) d'Edouard Depreux qui regroupe de dissidents de la SFIO et participe en 1960 à la fondation du PSU (Parti socialiste unifié) qui regroupe le PSA et différents groupes venus de la Gauche. Il reste 8 ans au PSU (Michel Rocard) mais sans vouloir y exercer de responsabilités. En 1962, il publie *La République moderne*. En 1965, Mendès France, hostile à l'élection présidentielle au suffrage universel, refuse de se présenter pour ne pas cautionner le système. C'est finalement Mitterrand qui est le « challenger » du général de Gaulle.

Mais Mendès France ne reste pas inactif : il fait de nombreux voyages (EU, URSS, Chine) et en rapporte des livres. En 1966, il participe au colloque de Grenoble, organisé par le PSU et les forces vives de la Gauche (syndicats, clubs) et où sont jetées les bases d'une politique de décentralisation qui trouvera ses prolongements dans les lois de 1981-1982. Michel Rocard apparaît alors comme le dauphin de Pierre Mendès France.

Député de l'Isère (1967-1968)

Enfin, en 1967, c'est l'élection de Grenoble : le maire, Hubert Dubedout, qui incarne un nouveau style de la Gauche issue des clubs plus que des partis, lui demande de venir se présenter dans une ville qui a les industries les plus modernes de France et qui s'appête à recevoir les Jeux olympiques

Pierre Mendès France, comme rajeuni, mène une campagne dynamique soutenu par de jeunes militants. Le Premier ministre Georges Pompidou vient, au cours d'un débat radiodiffusé resté célèbre, lui porter la contradiction. Pierre Mendès France est élu et devient député de l'Isère.

Revenu au Parlement après 9 ans d'absence, il affronte Michel Debré, ministre des Finances et Valéry Giscard d'Estaing, président de la Commission des Finances, son ancien élève. Les débats de l'Assemblée nationale retrouvent alors, comme à l'époque de Jaurès et de Clemenceau, un éclat qu'ils avaient un peu perdu. Mais le mandat de cette assemblée est interrompu par la dissolution de 1968.



Pierre Mendès France, député de l'Isère

Mai 1968

Mai 68 surprend Mendès France, comme tout le monde, mais le réjouit plus que d'autres car il a toujours été à l'écoute de la jeunesse et avait prédit qu'elle ferait craquer les cadres de la société française : ce n'est pas par hasard que le pourcentage des moins de 20 ans dans la société française est le plus fort en 1968 - si l'on considère la période 1914-2008. Au paroxysme de la crise, Pierre Mendès France sent qu'il lui faut montrer de quel côté il se situe. Le 27 mai 1968, il participe au meeting du stade Charléty tandis que les leaders étudiants lancent des appels à peine déguisés à l'insurrection et à la révolution. Dans les jours qui suivent, l'idée d'un recours à Mendès France apparaît et des comités de soutien se multiplient formés souvent de militants de la CFDT et du PSU. Eugène Descamps, secrétaire général de la CFDT se prononce pour une solution Mendès France ; des hommes du centre et même de la majorité aussi. Le 29 mai, au cours d'une conférence de presse, Mitterrand propose que, pour faire face à une probable vacance du pouvoir, soit formé un gouvernement provisoire présidé par Mendès France et annonce que, si de Gaulle démissionne, il sera lui-même candidat à l'élection présidentielle.

Le soir du 29 mai, Mendès France convoque la presse dans une salle du Palais-Bourbon pour lire une déclaration : le « gouvernement de transition » devrait obtenir l'appui de « toutes les forces vives de la nation ». « Je ne refuserai pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par la Gauche, par toute la Gauche réunie. » Aussitôt le PC émet des réserves quant à l'appel à un « nouvel homme providentiel ».

En fait, de Gaulle a trouvé la parade : le voyage à Baden, la marche des gaullistes sur les Champs-Élysées, la dissolution de l'Assemblée. Au cours des élections qui suivent (juin 1968), Mendès France perd son siège de député de Grenoble que lui enlève, à l'arraché, un ministre du général, Jean-Marcel Jeanneney envoyé pour l'affronter (132 voix d'écart).

- Jeanneney : « Par votre présence au stade Charléty, vous avez manifesté que vous étiez un autre homme politique que celui que j'avais connu. »
- Mendès France : « Toute ma vie j'ai été attaché aux forces de renouveau. Toute ma vie, j'ai cru que c'est à la jeunesse qu'il fallait faire confiance pour assurer une politique de mouvement et de progrès. »

La dernière campagne (1969)

Avril 1969 : la victoire du *Non* au référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat provoque le départ du général de Gaulle qui avait voulu poser une ultime question de confiance aux Français et faire appel de mai 1968. Le général meurt quelques mois plus tard, en novembre 1969 et, dans *Le Monde*, c'est Pierre Mendès France qui rédige l'article d'hommage du journal : il y avait eu entre les deux hommes une fascination réciproque et le même sens du bien commun, le même lien qui relie le peuple français à ceux qui incarnent un jour son histoire.

Qui va être, après la mort du général, le candidat de la Gauche ? Les appels à Mendès France se multiplient. Mendès France refuse comme en 1965 et pour les mêmes raisons : refus d'incarner un jour un pouvoir personnel issu des mécanismes constitutionnels de la V^e République. Les communistes ont manifesté, une fois de plus, leur opposition (le scrutin de 1954 et Charléty). A gauche, les candidatures se multiplient : Jacques Duclos, pour le PC, Gaston Defferre pour la SFIO, Michel Rocard pour le PSU. A la surprise de ses amis, Pierre Mendès France accepte de soutenir la candidature de Gaston Defferre qui annonce que, s'il est élu, Mendès France sera son Premier ministre. La signification de cette « double candidature » se trouve dans la volonté de rééquilibrer le régime dans un sens parlementaire, de rétablir le pouvoir du Premier ministre qui « conduit et dirige les affaires de la nation » (article 20).

Pour Mendès France, ce fut le pire échec. Gaston Defferre eut 5,1 % des voix, Michel Rocard 3,7 %, Jacques Duclos, 21,5 % Le 2^e tour vit s'affronter Georges Pompidou et Alain Poher. Pompidou fut élu. La Gauche avait été éliminée au 1^{er} tour.

4/ Les dernières années

La carrière politique de Mendès France est terminée, d'autant que des ennuis cardiaques l'empêchent en 1973 de revenir à Grenoble où ses amis lui proposent de se représenter. Dans les dernières années de sa vie, l'un de ses sujets de préoccupation et d'action est le Proche-Orient où il se rend à plusieurs reprises, rencontre des personnalités israéliennes et palestiniennes pour explorer les conditions de la paix, organise colloques et rencontres. Il écrit : *Dialogues avec l'Asie* au retour d'un voyage en Chine et en Inde et *La Liberté guidait leurs pas* (1976), évocation de Jaurès, Clemenceau, Jean Zay et Georges Mandel.

Sur le plan personnel, sa première femme est morte en 1967. Il a épousé en 1971 Marie-Claire de Fleurieu. Ses deux fils, Bernard et Michel, mathématiciens tous les deux, très discrets en politique mais engagés à l'extrême gauche, sont devenus professeurs d'université, des savants reconnus, dont il est très fier. En 1980, il a un petit-fils, Tristan Mendès France, né en 1970, aujourd'hui attaché parlementaire d'un député socialiste et auteur de plusieurs livres sur l'Afrique du Sud.

Mais revenons à Pierre Mendès France. Après 1969, il intervient peu dans la vie politique française, sinon pour soutenir les candidatures de Mitterrand en 1974 et 1981. La dernière image que les Français eurent de lui, ce fut le 21 mai 1981, dans les salons de l'Élysée, celle d'un Mendès France aux traits ravagés par la maladie, donnant l'accolade à Mitterrand nouveau président de la

République. Ses derniers mois furent marqués par quelque amertume car on ne le consulta ni sur les réformes ni sur la politique financière qui lui parut, à lui l'homme de la rigueur, bien aventureuse.

Le 18 octobre 1982, à 75 ans, Pierre Mendès France mourut subitement à son domicile parisien. L'émotion de l'opinion, des milieux politiques, des pays étrangers donnèrent la mesure de sa réputation d'homme d'Etat.

Alain Savary, ministre de l'Education nationale, Compagnon de la Libération, son ami dans les épreuves de la Résistance et de la décolonisation, demanda aux enseignants d'évoquer sa mémoire devant leurs élèves et de lire un passage de l'un de ses livres dans lequel il exalte la démocratie et la Vertu qui en est le fondement : honneur qui n'a été réservé qu'au général de Gaulle. Un hommage solennel lui a été rendu devant le Palais-Bourbon. Ses cendres ont ensuite été dispersées dans le parc de sa maison de Louviers.

La vérité et le courage en politique

Pierre Mendès France est resté seulement sept mois et dix-sept jours au pouvoir. Comment expliquer, malgré un si bref passage à l'hôtel Matignon, un tel rayonnement ?

Le peuple français reconnaissait à Pierre Mendès France le courage politique qui est de dire la vérité à ses compatriotes même si elle est désagréable ; la rigueur dans l'analyse des situations ; une haute idée de la politique considérée comme le service de l'Etat ; un patriotisme qui le conduisit aux commandes d'un avion de l'escadrille Lorraine ; un patriotisme sans chauvinisme ni esprit de domination qui lui fit comprendre les sentiments de ceux qui, dans l'Empire colonial, aspiraient aussi à avoir une patrie ; n'était-ce pas, d'ailleurs, l'occasion, pour la France, de montrer qu'elle pouvait être fidèle à l'idéal de Liberté qu'elle a proclamé ?

L'homme n'avait pas que des qualités et connut l'échec. Il était parfois incommode et intraitable. Il s'est parfois trompé (la pérennité de la V^e République, le glissement du général de Gaulle vers la dictature, la candidature de 1969 avec Defferre). Il a manqué d'un parti politique organisé sur lequel il eût pu s'appuyer et, sans doute, a été trop solitaire. Il a parfois semblé hésiter devant la perspective du pouvoir (en 1956, on lui a reproché d'avoir laissé, sans résister, Guy Mollet revendiquer la présidence du Conseil).

Mais il y avait chez lui une rigueur morale appliquée à la Politique qui force le respect et réhabilite la Politique elle-même dans toute sa noblesse citoyenne, une sensibilité d'écorché vif (que son procès de 1941 fait apparaître) qui nous le rend plus humain, le don d'expliquer les situations politiques et d'en faire comprendre les enjeux à ses compatriotes qui apparaît encore aujourd'hui lorsqu'on relit ses causeries du samedi, réunies dans *Dire la vérité* (1955) et rééditées en 2007.

L'Histoire a marchandé le pouvoir à Pierre Mendès France, mais non la grandeur. Nul besoin d'être ministre pour cela. Jaurès ne le fut jamais. On dit que de Gaulle parlant de Mendès France avait dit un jour : « Il est celui qu'on n'attelle pas. »

Pierre Mendès France représente, au même titre que Georges Clemenceau, Jean Jaurès, Jean Moulin ou Charles de Gaulle, l'un de ces phares dont notre histoire a besoin pour nous donner des modèles de civisme.

Bibliographie

1/ Œuvres de Pierre Mendès France

Œuvres de Pierre Mendès France, par ordre chronologique de parution :

- *Le Redressement financier français en 1926 et 1927*, thèse pour le doctorat soutenue le 3 mars 1928, université de Paris, faculté de droit, LGDJ, 1928.
- *L'Œuvre financière du gouvernement Poincaré*. Préface de Georges Bonnet, LGDJ, 1928.
- *La Banque des règlements internationaux, contribution à l'étude du problème des États-Unis d'Europe*, Librairie Valois, 1930.
- *Le Département de l'Eure au point de vue économique*, 1933, préface de M. C. Briquet.
- *Liberté, liberté chérie... Choses vécues*, New York, les éditions Didier, 1943.
- *Roissy-en-France*, Paris, Julliard 1947.
- *Gouverner c'est choisir (1)*, Paris, Julliard, 1953.
- *Gouverner c'est choisir (2), Sept mois et dix-sept jours juin 1954-février 1955*, Paris, Julliard, 1955.
- *Gouverner c'est choisir (3), La Politique et la Vérité*, Paris, Julliard, 1958.
- *Dire la vérité, causeries du samedi*, Paris, Julliard 1955, rééd. préface d'Eric Roussel, Paris, Tallandier, coll. Texto, 2007.
- *Pour une république moderne*, Paris, Gallimard, coll. Idées, 1962, rééd. 1966 [la conception de la démocratie de Pierre Mendès France et ses propositions constitutionnelles].
- *Pour préparer l'avenir, propositions pour une action*, Paris, Denoël, 1968.
- *Dialogues avec l'Asie d'aujourd'hui*, Paris, Gallimard, 1972.
- *Choisir*, conversations avec Jean Bothorel, Paris, Stock, 1974, rééd., Paris, Fayard, 2007.
- *La vérité guidait leurs pas*, Paris, Gallimard, 1976. [les grands hommes de Pierre Mendès France].
- *Regards sur la V^e République (1958-1978), Entretiens avec François Lanzenberg*, Paris, Fayard, 1983.

Ouvrages en collaboration

- En coll. avec Gabriel Ardant, *la Science économique et l'action*, Paris, UNESCO-Julliard, 1954.
- Servan-Schreiber (Jean-Jacques), *Rencontres Nenni, Bevan, Mendès France. Février 1959*. Paris, Julliard, 1959 [débat entre trois leaders de la Gauche européenne].
- *Le Grand Débat*. Avec Michel Debré, préface de Georges Altschuler, Paris, Gonthier, 1966 [le célèbre et grand débat radiophonique de Grenoble retransmis par Europe 1].
- En coll. avec Gabriel Ardant, *Science économique et lucidité politique*, Paris, Gallimard, 1973.

Discours parlementaires :

Quelques discours de Pierre Mendès France dans :

- Jansen (Sophie), *Les grands discours parlementaires de la IV^e République. De Pierre Mendès France à Charles de Gaulle*, Paris, Armand Colin, 2006.

Œuvres complètes :

Les ouvrages de Pierre Mendès France ont été regroupés et publiés en 6 volumes :

Œuvres complètes, éditées sous la direction de Richard Dartigues, François Stasse et Simone Gros, Paris, Gallimard, 6 vol., 1984-1990.

- *Œuvres complètes*, tome I, *S'engager 1922-43*, 1984.
- *Œuvres complètes*, tome II, *Une politique de l'économie 1943-54*, 1985.
- *Œuvres complètes*, tome III, *Gouverner, c'est choisir 1954-55*, 1986.
- *Œuvres complètes*, tome IV, *Pour une république moderne 1955-62*, 1988.
- *Œuvres complètes*, tome V, *Préparer l'avenir 1963-73*, (1989).
- *Œuvres complètes*, tome VI, *Une vision du monde 1974-82*, (1990).

Correspondance

- *Lettres à une militante*, correspondance avec Laure Aumasson, Paris, HB Editions, 2004. [Lettres échangées pendant plusieurs années par Pierre Mendès France avec une militante].

Enregistrements audio :

- *Les causeries du samedi 1954-1955*, Trois cassettes audio ou 1 CD.
- *Pierre Mendès France, entretiens avec Jean Lacouture*, 1980-1981, coffret 4 CD et livret, Frémeaux et associés, 2006.

2/ Quelques ouvrages consacrés à Pierre Mendès France

- Lacouture (Jean), *Pierre Mendès France*, Paris, Le Seuil, 1981, nombreuses rééd. dont : Paris, Le Seuil, Points-Histoire, 2003. [Un classique, vivant et chaleureux].
- Roussel (Eric), *Pierre Mendès France*, Gallimard, 2007 [le dernier ouvrage qui a pu utiliser des archives inédites découvertes à la mairie de Louviers].
- Winock (Michel), *Pierre Mendès France*, Paris, Bayard, 2005 [texte d'une conférence].
- Bédarida (François) et Rioux (Jean-Pierre) (dir.), *Pierre Mendès France et le mendésisme. L'expérience gouvernementale, 1954-1955, et sa postérité*, Paris, Fayard, 1985.
- Stasse (François), *L'héritage de Mendès France : une éthique de la république*, Paris, Seuil, 2004.
- Bredin (Jean-Denis), *Un tribunal au garde-à-vous. Le procès de Pierre Mendès France, 9 mai 1941*, Paris, Fayard, 2002, rééd. Paris, Hachette, 2004.
- Franche (Dominique) et Léonard (Yves) (dir.), *Pierre Mendès France et la démocratie locale*, Actes du colloque du conseil général de l'Eure, Evreux, novembre 2002, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004.

L'Institut Pierre Mendès France

Collège de France, 3, rue d'Ulm, 75005 Paris

L'Institut Pierre Mendès France a pour mission de regrouper et de conserver les documents et éléments d'information sous toutes ses formes se rapportant à la vie, à l'action ou à la pensée politique de Pierre Mendès France. Toutes ses archives (95 mètres linéaires, 650 cartons, constituées par Pierre Mendès France) appartiennent à Michel Mendès France, l'un des deux fils de Pierre Mendès France. Elles sont à la disposition des chercheurs sous certaines conditions précisées dans la convention de dépôt établie entre Michel Mendès France et l'Institut Pierre Mendès France.

L'Institut apporte son soutien à des études, des travaux ou des réalisations qui répondent par leur inspiration ou leur contenu à des conceptions défendues par Pierre Mendès France. Il accueille chercheurs et étudiants désirant travailler sur la vie ou l'action de Pierre Mendès France. Ses moyens d'action sont l'organisation de conférences, débats et colloques, l'édition des actes des colloques et la diffusion des textes des conférences. Une exposition de photos itinérante est mise à la disposition des organismes la sollicitant. L'accès à l'Institut est libre. Aucune autorisation particulière n'est nécessaire pour venir y travailler.

Les personnes intéressées par ses activités peuvent en devenir membres en acquittant une cotisation annuelle. L'adhésion permet d'être invité aux conférences, colloques et commémorations.

Depuis 2006, le site Internet et le nouveau blog de l'IPMF sont gérés par Tristan Mendès France, petit-fils de Pierre Mendès France, journaliste et ancien attaché parlementaire.

L'Institut associe proches et anciens collaborateurs de Pierre Mendès France, historiens patentés et jeunes chercheurs. Il a été successivement présidé par Stéphane Hessel, ambassadeur (1985-1987), Claude Cheysson, ancien ministre des Affaires étrangères (1987-1991), Pierre Bérégovoy, Premier ministre (1991-1993), Jean-Denis Bredin, avocat, membre de l'Académie française (1993-1997), Marie-Claire Mendès France (1997-2004), Michel Mendès France (2004-2007) et depuis 2007 par Eric Roussel, historien et journaliste, auteur d'une biographie de Pierre Mendès France. L'Institut est géré au quotidien par son secrétaire général, Tristan Mendès France, et par Vincent Laniol, attaché scientifique.

Les Cahiers de Village de Forez

n° 50, septembre 2008

Collection "Histoire et citoyenneté"

Siège social : Centre Social, 13, place Pasteur, 42600 Montbrison

Directeur de la publication : Joseph Barou.

Rédaction : Joseph Barou, Maurice Damon, Claude Latta.

Comité de rédaction : Geneviève Adilon, Daniel Allézina, Gérard Aventurier, Joseph Barou, Maurice Bayle, Claude Beaudinat, Gérard Berger, Danielle Bory, Roger Briand, Albert Cellier, Pascal Chambon, Jean Chassagneux, Antoine Cuisinier, Maurice Damon, Pierre Drevet, Thérèse Eyraud, Roger Faure, Jean-Guy Girardet, André Guillot, Jean Guillot, Thierry Jacob, Joël Jallon, Marie Grange, Muriel Jacquemont, Claude Latta, Stéphane Prajalas, Jérôme Sagnard, Alain Sarry, Pierre-Michel Therrat, Gérard Vallet.

Dépôt légal : 3^e trimestre 2008

ISSN : 0241-6786

Impression : Gravo-clés, 65, rue Tupinerie, 42600 Montbrison.